



Février 2021

## Baromètre genevois

---

### Développements dans les organisations internationales de Genève de mi-décembre 2020 à mi-février 2021

*Olaf Wientzek, Sarah Ultes, Diana Peters, Katarzyna Gorgol-Mäder<sup>1</sup>*

Le « Baromètre genevois » jette de temps à autre un regard sur une sélection de développements dans les organisations internationales ayant leur siège à Genève.

**Quelques semaines seulement après l'entrée en fonction du nouveau président des Etats-Unis, Joe Biden, l'impact est déjà perceptible pour les organisations multilatérales ayant leur siège à Genève. Il s'en est suivi, comme cela était attendu, le retour immédiat des Etats-Unis à l'Organisation Mondiale de la Santé. Mais le changement de l'hôte de la Maison Blanche a eu des conséquences concrètes plus rapides que prévues au Conseil des droits de l'homme et pour l'Organisation Mondiale du Commerce. La nomination de Ngozi Okonjo-Iweala comme nouvelle directrice générale de l'OMC à compter du 1<sup>er</sup> mars est historique : elle va occuper ce poste en tant que première représentante du continent africain et en tant que première femme.**

**Au niveau de l'OMS, à côté de la question d'une répartition globale équitable des vaccins, figurait aussi sur l'agenda de ces dernières semaines les discussions sur la réforme de l'organisation.**

### Une entrée sur les chapeaux de roues dans la nouvelle année pour l'OMS

Plusieurs événements importants se sont précipités lors du passage à la nouvelle année : parmi ceux-ci le retour des Etats-Unis à l'OMS, le démarrage de la mission de l'OMS en Chine, ainsi que la 148<sup>ème</sup> session du Conseil exécutif tenue du 18 au 26 janvier. Il faut souligner l'adoption d'un plan d'éradication des maladies tropicales négligées.

### Bilan après une année de pandémie

Une année après l'apparition de la pandémie, le directeur général de l'OMS, Dr Tedros Ghebreyesus a exhorté à ne pas ignorer les leçons de 2020. D'une part il a alerté contre la désinformation et les théories complotistes, d'autre part il a réclamé sans équivoque : « une défaillance morale ». Il manque une solidarité internationale pour, entre autres, la répartition des vaccins.

Dans le même temps, il a mis en exergue les performances énormes de l'année écoulée. La pandémie a déclenché la réaction la plus considérable jusqu'ici dans l'histoire de l'humanité face à une urgence sanitaire globale. Que ce soit au travers d'une mobilisation scientifique sans précédent ou par la mise en place de mécanismes de solidarité globale. Vaccins, produits thérapeutiques et diagnostiques ont été développés et mis en application dans des délais record grâce à la coopération dans le cadre de l'initiative de l'accélérateur ACT. Son bras actif pour la vaccination, le COVAX, a pu garantir deux milliards de doses de vaccins prometteurs pour de possibles candidats. L'initiative du COVAX doit permettre de vacciner des pays à plus faibles revenus ou au moins le personnel de santé ainsi que les groupes à risque. Les représentants de l'OMS et de l'Alliance de vaccination répètent depuis des mois que pour combattre efficacement la pandémie une couverture vaccinale le plus large possible est nécessaire dans tous les pays. Ce n'est pas seulement une question morale mais aussi une nécessité économique : une étude de la « International Chamber of Commerce Research Foundation » établit qu'un nationalisme vaccinal pourrait

---

<sup>1</sup> Mit besonderem Dank an Maewa Dutuit-Sauter für ihre Unterstützung

coûter jusqu'à 9.2 milliards de dollars US à l'économie mondiale. Presque la moitié de cette somme - 4,5 milliards de dollars US - concerne les économies nationales les plus prospères. En comparaison, le déficit financier de l'accélérateur ACT s'élève cette année à 26 milliards de dollars US.

A la lumière de l'année 2020, Dr Tedros a souligné avant tout trois enseignements :

1. Les gouvernements doivent augmenter leurs investissements en faveur de la santé publique allant du financement de l'accès à la vaccination de tous les êtres humains à une meilleure préparation de notre système à la prévention et la réaction à la prochaine pandémie. Le point central de cette action se situe dans l'investissement en faveur d'un service de santé universel.
2. Tant que tous les êtres humains n'auront pas été vaccinés contre la Covid-19 il faut continuer à respecter les mesures recommandées, simples mais efficaces (les « bons gestes à adopter » en français - les règles « AHA » en allemand).
3. L'importance de la solidarité internationale.

### **Le retour tant attendu des Etats-Unis**

Le 14 janvier, les Etats-Unis ont annoncé leur retour à l'OMS. Cela a été une des premières décisions de l'administration Biden-Harris. Dans le même temps, les Etats-Unis ont annoncé leur participation à l'initiative COVAX. Leur adhésion revêt une grande signification pour le financement de cet instrument central de la solidarité globale. La réconciliation entre les Etats-Unis et l'OMS s'est manifestée lors de la session du Conseil exécutif à laquelle participait Anthony Fauci, le responsable du groupe de travail de la lutte contre le Covid-19 de la Maison blanche et le chef de la délégation américaine. Dans la foulée, les Etats-Unis ont retiré leur soutien à la « Déclaration du Consensus de Genève » contre l'avortement, que la précédente administration avait initié en commun avec l'Egypte, le Brésil, l'Indonésie, la Hongrie et l'Uganda.

### **Une décevante mission de l'OMS en Chine**

Une mission de l'OMS, sous la direction de l'expert danois Peter Ben Embarek, a été menée en Chine de

mi-janvier à mi-février de cette année pour rechercher l'origine de la pandémie de la COVID-19. La Chine avait tout d'abord pendant des mois retardé une enquête internationale indépendante bien que celle-ci avait déjà été décidée en mai 2020 lors de l'assemblée générale de l'OMS. Certains observateurs ont parlé de « farce » pour qualifier ce décalage temporel. Dr Tedros lui-même, pourtant peu enclin d'habitude à émettre des critiques à l'encontre d'états membres, a exprimé clairement sa déception en janvier. Les experts ne disposèrent que de peu de temps sur place car ils durent d'abord rester quatorze jours en quarantaine à Wuhan. Lors d'une conférence de presse à leur retour, un accès restreint aux données, a été dénoncé. Ils demandent plus de données sur de possibles cas antérieurs de Corona à Wuhan.

L'équipe a exprimé dans une déclaration un mélange de frustration et de réalisme: on a nettement plus appris sur les premières étapes de la pandémie sans pouvoir toutefois parvenir jusqu'ici à une complète élucidation. Les experts sont bien parvenus à la conclusion que cette nouvelle variété de coronavirus a été transmise aux êtres humains par des chauves-souris via un hôte intermédiaire, mais qu'on ne pouvait pas encore clarifier quand, ou, et comment cela a pu se produire.

Les Etats-Unis ont critiqué le manque de soutien chinois à la mission de l'OMS. La Chine a rejeté ces critiques se référant à la politique de blocage de l'OMS menée par les Etats-Unis ces dernières années.

### **148ème session du Conseil exécutif – discussion sur la réforme et budget en ligne de mire**

Lors de la première session du Conseil exécutif de l'année un éventail de thèmes a été abordé, dont la lutte contre les maladies non transmissibles, le handicap, la résistance antimicrobienne ainsi que les questions liées à la propriété intellectuelle.

Sur l'agenda resta la discussion sur les enseignements de la pandémie, militant pour une réforme de l'Organisation Mondiale de la Santé. 46 états, parmi lesquels l'UE et les Etats-Unis ont réclamé une décision pour le renforcement des capacités en cas d'urgence de l'OMS lors de l'Assemblée mondiale de la santé qui doit se tenir en mai.<sup>2</sup> La résistance d'autres états membres (dont la Russie et le Brésil) s'est manifestée à l'encontre du renforcement financiers et de

<sup>2</sup>[https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf\\_files/EB148/B148\\_CONF4-en.pdf](https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB148/B148_CONF4-en.pdf)

l'indépendance de l'OMS venant d'être réclamé par l'Allemagne et la France. De même, la demande émise par l'Allemagne, la France et le Chili en faveur d'un accès rapide pour l'OMS et des experts indépendants pour une l'évaluation face à d'éventuelles apparitions de maladies n'a pas suscité un enthousiasme généralisé.

Certains pays demandent une réforme des normes sanitaires internationales datant de 2005, l'Australie et le Japon demandent un meilleur contrôle de leur mise en application. L'avenir des dispositions visant à limiter les voyages fait l'objet de controverses. Inversement, plus de consentement se manifeste en vue de l'introduction d'un mécanisme d'alerte graduel pour les urgences sanitaires internationales.

En revanche, la recommandation émanant de l'UE en faveur d'un nouveau « Contrat-pandémie » pour le renforcement de la prévention des pandémies à venir a reçu un écho favorable auprès du directeur général de l'OMS, Dr Tedros. Il reste à voir si des recommandations concrètes pourront être proposées à l'Assemblée mondiale de la santé en mai.

Le budget de l'OMS pour 2022 et 2023 a été aussi discuté lors du Conseil exécutif. Un montant de 4.5 milliards de dollars a été proposé (19% d'augmentation par rapport à 2020-2021).<sup>3</sup> Si l'on tient compte des montants prévus pour la lutte contre la polio ou divers autres programmes spéciaux à peu près 6 milliards de dollars sont atteint (5% d'augmentation). Si l'on considère la multiplicité des missions auxquelles est confrontée l'OMS en ce moment cette croissance est considérée comme bien modeste par beaucoup d'observateurs.

### Nouvelle éruption d'Ebola

Un nouveau foyer d'Ebola, le premier depuis 2016 et de nouveau en Guinée, cause beaucoup de soucis. La Guinée avait été un des pays les plus touchés lors de l'épidémie d'Ebola de 2014 à 2016 en Afrique de l'Ouest, la plus grosse depuis la découverte du virus en 1976. Cependant la coopération du pays avec l'OMS, de la même façon que celle du Congo régulièrement touché par Ebola, semble bien fonctionner avec les pays de la région.

### Feuille de route pour les maladies tropicales négligées

Mis à part la pandémie de la Covid-19 qui est sous les feux de l'actualité, l'OMS poursuit sa lutte contre d'autres maladies : le 30 janvier, l'OMS a fixé un calendrier sur dix ans, (« feuille de route ») devant s'achever en 2030 pour la prévention, le contrôle et l'élimination des maladies tropicales négligées (MTN).

Cela a été décidé lors de la 73<sup>ème</sup> Assemblée de l'Organisation Mondiale de la Santé (WHA) en novembre 2020 et remplace la déclaration de Londres de 2012, par laquelle les gouvernements, les instituts de recherche et les entreprises pharmaceutiques s'engageaient à coopérer afin de contrôler et d'éliminer au moins dix MTN. Les MTN sont un groupe multiforme de vingt maladies transmissibles qui sont causées par des parasites, des bactéries, des virus, des champignons et des toxines et qui concernent 1.7 milliard de personnes dans le monde entier, plus particulièrement dans les pays en voie de développement. Selon les informations de l'OMS, malgré des progrès conséquents, toutes les exigences fixées pour 2020 n'ont pu être atteintes. Le nouveau plan détaille les mesures pour atteindre l'objectif fixé pour 2030 : ainsi le nombre de personnes qui doivent être soignées pour des MTN devront diminuer de 90% et au moins une MTN doit être éliminée dans un des cent pays.

Les organisations siégeant à Genève *Drugs for Neglected Diseases* (initiative Médicaments pour les maladies négligées) (DNDi) et l'*International Federation of Pharmaceutical Manufacturers & Associations* (IFPMA), une association professionnelle qui représente les entreprises pharmaceutiques du monde entier, ont salué cette feuille de route. Depuis 2012, l'industrie biopharmaceutique s'est engagée à donner 14 milliards de traitements pour le contrôle et l'élimination de dix MTN. L'OMS a renouvelé sa coopération qui dure depuis des décennies avec Sanofi, exemple d'un partenariat public-privé couronné de succès, dans le cadre d'une convention conclue pour cinq ans de plus de 25 millions de dollars US.

<sup>3</sup> [https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf\\_files/EB148/B148\\_25-en.pdf](https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB148/B148_25-en.pdf)

## Ngozi Okonjo-Iweala porteuse d'un nouvel espoir pour l'OMC

Les choses ont aussi bougé remarquablement vite dans la discussion qui durait depuis des mois sur le nom du successeur du directeur général de l'OMC Roberto Azevêdo (Brésil) qui avait démissionné en août 2020. Après des consultations avec les états membres, la coréenne du Sud Yoo Myung-hee avait retiré sa candidature le 5 février. Peu de temps après, les Etats-Unis annonçaient qu'ils apportaient leur soutien à la dernière candidate en lice, la nigériane Ngozi Okonjo-Iweala. L'administration Trump s'était placée ostensiblement derrière Myung-hee pour barrer la route à Okonjo-Iweala qui pouvait compter avec certitude sur un large soutien de tous les continents ainsi qu'au sein de l'UE. Lors d'une réunion du Conseil général de l'OMC spécialement réunie à cet effet le 15 février, Ngozi Okonjo-Iweala a été nommée directrice générale de l'OMC à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021, c'est la première femme à exercer cette fonction et la première représentante du continent africain. Ainsi a pris fin la vacance du poste de chef de l'OMC qui aura duré plus de cinq mois et demi. La durée du mandat de la nouvelle directrice générale a été fixée jusqu'au 31 août 2025. Cela signifie aussi que la procédure de sa succession ne coïnciderait de nouveau pas avec la campagne électorale des présidentielles américaines.

Avec le choix d'Okonjo-Iweala les états membres ont opté pour une candidate considérée comme une réformatrice affirmée et qui doit avoir en plus de par ses fonctions actuelles de présidente de l'Alliance du vaccin Gavi, une très bonne vision des interconnexions entre la santé globale et le commerce international.<sup>4</sup> Dans le même temps, en raison de sa carrière (plusieurs fois ministre des finances, long mandat à la Banque Mondiale) elle est considérée comme quelqu'un qui sera capable d'entretenir des relations d'égal à égal avec les chefs d'états ou de gouvernements.

La nouvelle directrice générale se trouve confrontée à de multiples défis : tout d'abord il faut parvenir rapidement à un accord sur un lieu et une date pour la

conférence ministérielle de l'OMC qui n'a pas pu se tenir comme prévu en juin 2020 au Kazakhstan en raison de la pandémie. Celle-ci sera vraiment aussi la première grande épreuve décisive pour la nouvelle direction. Il serait urgent aussi de trouver une conclusion rapide aux délicates négociations sur la limitation des subventions pour la pêche. De même, le rôle de l'OMC dans la lutte contre la pandémie requiert immédiatement son attention. Est bloquée, parmi d'autres, la discussion en cours au Conseil des ADPIC. En lien avec une demande, émanant de l'Inde, de l'Afrique du Sud et de nombreux pays en voie de développement, des levées des droits de brevet pour les vaccins et les médicaments contre la Covid-19 sont demandées, cela doit aller au-delà des règles de flexibilité déjà existantes. Toutefois, le dossier vraiment le plus difficile est la réforme de l'OMC dont les règles ne sont souvent plus adaptées aux défis et aux pratiques de quelques états membres (exemple : le rôle fort important de l'Etat dans les entreprises chinoises). A cela s'ajoute l'organe d'appel du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, à l'abandon depuis décembre 2019: des observateurs américain appellent justement à ce que cette question soit réglée le plus rapidement possible.

Dans son discours d'investiture Okonjo-Iweala a annoncé vouloir aborder en priorité la lutte contre les conséquences économiques et sanitaires de la pandémie et de combattre le nationalisme vaccinal. La future directrice de l'OMC s'est exprimée avec prudence au sujet du conflit latent sur la suspension de la protection des brevets. Une solution est recherchée, qui permettrait la fabrication des vaccins dans plus de pays. Sans qu'il en résulte pour autant un effet dissuasif pour la recherche et le développement qui sont étroitement liés à la garantie de la propriété intellectuelle. L'OMC doit jouer un rôle central dans la suppression des restrictions à l'exportation qui compromettent les chaînes de livraison des produits pharmaceutiques.

Il y a environ deux semaines, les restrictions d'exportation de vaccins, mise en place par l'UE, ont été une source de problème pour l'OMC. Sans citer celles-ci expressément, les quatre directeurs adjoints encore en exercice de la direction générale de l'OMC ont

<sup>4</sup> Les propositions de la directrice générale de l'OMC sur le rôle du commerce mondial dans la lutte contre la pandémie se trouvent [ici](#)

rappelé le 2 février la grande importance d'une disponibilité globale des vaccins.

Il reste à voir avec quelle importance la nouvelle directrice générale, qui passe pour une réformatrice avérée, va donner au rôle du secrétariat de l'OMC. Par le passé différentes voix - au regard des impasses dans lesquelles se trouvaient de plus en plus fréquemment les états membres - s'étaient prononcées pour le renforcement de celui-ci. De toute façon le multilatéralisme présent à Genève se n'attend surtout pas une formule du genre « continuer comme si de rien n'était » de la part de Ngozi Okonjo-Iweala. Bien au contraire, au vu de sa large expérience dans beaucoup de domaines politiques pertinents pour la pandémie, beaucoup d'espoirs se portent sur la nouvelle dirigeante de l'OMC.

## Différentes perspectives dans les efforts de médiation internationaux

### Le comité constitutionnel syrien dans l'impasse

"Nous ne pouvons pas continuer comme cela", cette semaine a été « une déception » - le délégué spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir O. Pedersen, s'est exprimé de cette façon étonnamment directe lors de la désormais cinquième session de la petite chambre du comité constitutionnel syrien qui s'est réunie fin janvier à Genève. Les participants se sont de nouveau séparés sans résultat tangible et sans avoir fixé de nouvelle date. Les propositions tant de la part du Conseil national syrien que de celle de Pedersen lui-même ont été rejetées par les représentants du régime syrien. Cela fait bien 17 mois que le comité avait commencé à élaborer une réforme de la constitution qui soit en harmonie avec la résolution 2254 de l'ONU et qui devait ouvrir la voie à des élections équitables sous le contrôle de l'ONU. Pourtant, le processus de rédaction n'a pas encore été entamé jusqu'ici et les prochaines élections officielles sont déjà fixées du 16 avril au 16 mai 2021. Tandis que les états occidentaux considèrent de plus en plus le processus comme une manœuvre dilatoire - l'Allemagne et la France ont rendu le régime syrien directement responsable de l'échec des négociations<sup>5</sup> - la Russie, l'Iran et la Turquie se sont précipité au secours de celui-ci : durant le troisième jour des négociations une

délégation adéquate est arrivée à Genève et s'est prononcée contre la fixation de délais depuis l'extérieur.<sup>6</sup>

Pedersen a rappelé cependant devant le Conseil de Sécurité que sans une diplomatie internationale constructive pour la Syrie, il n'y aura aucun progrès - que ce soit au niveau du comité constitutionnel ou sous d'autres formats.

### Victoire d'étape pour la Libye : un gouvernement de transition est en place

Un an après la conférence sur la Libye de Berlin, la représentante spéciale par intérim de l'ONU pour la Libye et cheffe adjointe de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (UNSMIL), Stephanie Williams, a parlé d'un « moment historique ». Le secrétaire général de l'ONU, Guterres, même d'une véritable « percée » après que les 75 membres du forum de dialogue politique libyen (LPDF) ont élu le 5 février à Genève un nouveau gouvernement de transition. Après plusieurs tours de scrutin et un scrutin de ballottage, l'homme d'affaires Abdul Hamid Mohammed Dbeibah de Tripoli a été élu premier ministre et Mohammed Minfi de la Libye de l'Est comme président du conseil présidentiel composé de trois membres. Ses adjoints sont Musa al-Kuni de la Libye du Sud et Abdullah Hussein al-Lafi de la Libye de l'Ouest. De nombreux défis attendent le quatuor : d'ici au 26 février le nouveau cabinet doit être mis sur pied et pendant les mois qui suivent doit se dérouler un processus de réconciliation nationale afin que le 24 décembre puissent avoir lieu les premières élections nationales au parlement et à la présidence depuis 2014. Même si le cessez le feu conclu à Genève en octobre tient toujours, il demeure fragile. Un délai de 90 jours pour le retrait des troupes et des mercenaires étrangers a finalement expiré le 21 janvier. Williams a rappelé en conséquence à la communauté internationale le respect du résultat des élections et a appelé de ses vœux des actions rapides et déterminées. Une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité est aussi recommandée.

<sup>5</sup> Une déclaration correspondante se trouve [ici](#).

<sup>6</sup> Une déclaration correspondante se trouve en anglais [ici](#) et en allemand [ici](#).

## Changement de direction prévu à l'OCHA

Après environ quatre années de fonction, le coordinateur de l'aide d'urgence de l'ONU, Mark Lowcock, abandonne par anticipation, pour des raisons personnelles, son poste de chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (BCAH-OCHA). Tandis qu'il était chargé d'une part de réformes profondes dans le contexte du sommet mondial sur l'action humanitaire, Lowcock, d'autre part, a été au contraire confronté au rétrécissement constant de sa marge de manœuvre, en particulier pour les opérations en Syrie et au Yémen. Il s'était par exemple engagé, entre autres, pour le renforcement d'une aide humanitaire préventive. Enfin, Il avait mobilisé de façon décisive pour le plus grand appel spécifique de l'ONU, le plan de réaction humanitaire global Covid-19, qui n'est pour l'instant couvert qu'à un peu plus de 40%. Bien que le poste soit occupé depuis 2007 par un britannique, l'Allemagne et la Suède, gros contributeurs humanitaires, sont envisagés pour la succession en tant que pays d'origine.

## Droits humains – Présidence issue d'un vote disputé, retour des Etats-Unis

Pour la première fois dans les quinze années d'existence du Conseil des droits de l'homme de l'ONU la présidence annuelle tournante n'a pas été décidée de façon consensuelle mais à l'issue d'un vote disputé. Déjà depuis juillet 2020, Nazhat Shameem Khan, ancienne juge et ambassadrice permanente à l'ONU des Iles Fidji, était la candidate incontestée pour la présidence du Conseil. Elle passe pour une militante déterminée des droits humains. Sans doute en considération d'un nouvel engagement des Etats-Unis, certains pays, en particulier la Russie, la Chine et l'Arabie Saoudite empêchèrent le consensus habituel et soutinrent à l'inverse les candidatures concurrentes de l'ambassadeur à l'ONU du Bahreïn ou de l'Ouzbékistan. A l'issue d'un vote à bulletins secrets, la représentante des îles Fidji a néanmoins pu s'imposer avec 27 voix sur 47 contre les candidats du Bahreïn (14) et de l'Ouzbékistan (4).

Il n'y a pas que la Russie et la Chine qui soient à nouveau membres du Conseil cette année, en effet deux

semaines à peine après l'entrée en fonction du président Biden les Etats-Unis ont annoncé leur retour au Conseil associé à un « engagement robuste et immédiat ». <sup>7</sup> Le ministre des affaires étrangères, Blinken, a expliqué que le retrait des Etats-Unis en 2018 n'avait apporté aucun changement positif mais avait au contraire surtout créé un vide que les pays autoritaires utilisent depuis lors pour privilégier leur calendrier. Selon certains cercles diplomatiques, les Etats-Unis proposeront en octobre leur candidature de membre à part entière ; jusque là ils agiront en tant qu'observateur. Ainsi, et, pour la première fois depuis de nombreuses années, les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité seront tous représentés au Conseil des droits de l'homme. Dès quatre jours après leur retour au Conseil, les Etats-Unis ont soutenu une initiative du Royaume Uni en vue de convoquer une session extraordinaire – la première depuis presque trois ans – sur la situation en Birmanie. Lors de la session du 12 février, a pu être adoptée une résolution consensuelle, édulcorée, qui condamne le putsch militaire, réclame la levée immédiate de l'état d'urgence ainsi que la libération d'Aung San Suu Kyi et qui appelle au respect du résultat des élections de novembre. La Russie, la Chine, le Venezuela, la Bolivie et les Philippines ont pris leurs distances malgré l'intégration de leurs réserves dans le texte.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) s'est aussi exprimée de façon critique à l'encontre de la : le chef de l'organisation, Guy Ryder, a appelé le Myanmar en tant que membre de l'OIT à respecter les conventions en vigueur, notamment celles relatives à la liberté d'association, et que ne soit pas refusé aux travailleurs le droit de participer à des manifestations pacifiques.

## UIT – Discussions difficiles sur les standards – Succès pour l'UE

L'Union Internationale des Télécommunications (UIT) a trois domaines principaux de responsabilité : la gestion du spectre global des fréquences, la connexion de la population mondiale aux réseaux de communication et le développement des standards TIC. Alors que le dernier domaine, pendant longtemps, n'avait que peu de résonance publique, cela a changé ces dernières années avec l'offensive menée par la Chine

<sup>7</sup> La déclaration du ministre des affaires étrangères Blinken se trouve [ici](#), une première déclaration officielle à ce sujet à Genève [ici](#).

au sein de l'UIT afin de développer des standards pour de nouvelles technologies numériques. Les discussions sur des propositions de Huawei sous le titre "new IP" de même que de China Telecom sur la reconnaissance faciale dans les groupes de travail de l'IUT sur la standardisation ont montré que l'IUT est une des organisations de standardisation préférée des acteurs chinois.

La proposition de Huawei a été justifiée par la nécessité de développer des standards pour l'internet du futur qui supportent les nouveaux services intensifs de données en temps réel. L'objectif était la création d'un nouveau domaine de travail au sein de l'IUT pour les standards en relation avec les infrastructures de l'internet (comme par ex. l'adressage ou les protocoles). Cette proposition a déclenché une opposition sans ambiguïté des représentants des pays de l'UE et d'autres pays partageant leur point de vue, mais aussi d'autres acteurs de l'économie ou de la société civile. Ceux-ci ont argumenté que, tandis que les technologies de l'internet se développent en permanence, des standards pertinents étaient déjà en cours de développement en d'autres endroits notamment dans l'« Internet Engineering Task Force » (IETF) dont le siège est en Californie. Celle-ci est ouverte à tous les intéressés. La tentative de réaliser ce travail au sein de l'IUT, une organisation gouvernementale, s'inscrit dans la vision étatocentrique du multilatéralisme de la Chine.

Les travaux sur la reconnaissance faciale trouvent leur place dans un domaine de travail déjà établi sur la vidéosurveillance, ils peuvent être ajoutés au standard existant de l'IUT dans le domaine des systèmes intelligents (par ex. reconnaissance faciale ou d'image). Les entreprises chinoises sont des leaders du marché de la reconnaissance faciale qui est largement utilisé sur le territoire, ainsi par ex : dans le système de crédit social. Les décideurs politiques européens se sont inquiétés des solutions proposées à l'UIT, qui pourraient conduire à une exploitation massive de données personnelles, sans que soient respectées les mesures de protection ancrées dans les lois sur la protection des données. Il convient de remarquer la participation aux sessions des groupes de travail de l'UIT en décembre 2020 des états membres de l'UE, des institutions européennes et de pays partageant leur point de vue (USA, Canada, Japon et Australie). Par conséquent les deux propositions controversées ont été rejetées à une large majorité par

les participants. Cela ne veut pas dire qu'elles ne puissent pas être présentées à nouveau à l'avenir, mais ce positionnement sans équivoque a démontré quelle était la ligne rouge à ne pas franchir.

## Rencontres virtuelles du Forum de Davos

Du 25 au 29 janvier les rencontres du Forum économique mondial de Davos (FEM) n'ont pu se tenir que sous forme virtuelle en raison de la pandémie du Coronavirus. Outre la pandémie les thèmes étaient la digitalisation et le changement climatique.

Les participants européens saluèrent le retour des Etats-Unis dans les organisations internationales. Il convient de noter que le chef d'Etat chinois Xi Jinping a profité de l'ouverture de la plateforme pour prononcer à nouveau un ardent plaidoyer en faveur du multilatéralisme et des marchés ouverts (!!) et promettre un soutien aux pays les plus pauvres dans leur lutte contre la pandémie et le changement climatique. La 51<sup>ème</sup> rencontre du FEM se tiendra, non comme il avait été prévu entre-temps au bord du Lac des Quatre-Cantons, mais en mai à Singapour en raison de la situation épidémiologique.

## Changement à la CNUCED

Après le départ du secrétaire général précédent de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), Mukhisa Kituyi (Kenya), la direction intérimaire a été reprise le 16 février par Isabelle Durant, jusqu'ici secrétaire générale adjointe (précédemment vice-première ministre fédérale en Belgique et représentante des verts au parlement européen). La succession doit être déterminée sur proposition du secrétaire général de l'ONU lors de l'assemblée générale de l'ONU. Celle-ci doit se tenir à la fin de l'été 2021. Selon le roulement en usage, il devrait y avoir maintenant sur les rangs un représentant du groupe des états de l'Amérique latine et des Caraïbes (Grulac). Selon des rumeurs (à ce stade précoce) des pourparlers seraient en cours pour des candidatures du Mexique, du Costa Rica et de l'Equateur. Le groupe des 77 a d'ores et déjà clairement exprimé dans une lettre qu'il réclamerait un candidat ou une candidate venant d'un pays en voie de développement.

## Désarmement

Après que les Etats-Unis et la Russie aient scellé la prolongation du traité de désarmement New Start pour cinq années supplémentaires, le représentant des Etats-Unis à la Conférence du désarmement de Genève a réclamé plus d'ambition. Le contrôle des armements devrait à l'avenir inclure plus de catégories d'armes ainsi que plus d'états. C'est une façon de tendre la main à la Chine. En conséquence, c'est avec beaucoup d'espoir qu'a commencé cette année le lancement de la conférence. Mais les premières déceptions sont vite arrivées: l'Iran a bloqué le statut d'observateur de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis, et la Turquie la participation de Chypre. A côté de la secrétaire générale de la conférence, Tatianna Valovaya, l'Allemagne et les Etats-Unis, entre autres, on dit être déconcertés par cette façon de procéder. Une nouvelle impasse est apparue à propos du programme de travail pour 2021. Le Brésil a pris la présidence, selon ses propres mots, avec « consternation » ou bien « comme un aveugle pris au milieu d'une fusillade qui ne sait plus où courir ». L'ambassadeur a annoncé aussitôt qu'il allait interrompre la conférence, si c'était seulement pour entendre de beaux discours.<sup>8</sup>

## Commentaire – Dégel du multilatéralisme ?

A première vue, un certain nombre de développements semblent alimenter l'espoir d'une détente dans la crise du multilatéralisme : les signaux rapides de l'administration Biden-Harris à l'OMS, mais aussi au Conseil des droits de l'homme et à l'OMC pourraient contribuer au renforcement d'un multilatéralisme fondé sur des valeurs. La nomination d'une nouvelle dirigeante à l'OMC ouvre des espoirs pour l'OMC récemment durement éprouvée.

En même temps la prudence est de mise :

1. Les actes de l'administration Biden étaient importants mais avec relativement peu d'investissements en politique intérieure ou extérieure pour

garantir un succès. Le plus dur du travail reste à faire. Il n'y a pas de temps à perdre : notamment la réforme du règlement des conflits de l'OMC est urgente. Sinon des exigences pour des alternatives à l'OMC, ne rassemblant que des économies semblables, trouveront un nouvel élan.

2. Les états membres sont et restent les acteurs décisifs dans les organisations de Genève. La nouvelle dirigeante de l'OMC est dépendante de leur volonté de coopération. C'est pour cette même raison que les attentes ne doivent pas être trop élevées pour le projet de réforme de l'OMC.

La solidarité internationale demeure aussi une valeur rare en ces temps de pandémie. Malgré la valeur ajoutée par la coopération internationale, la question d'une répartition juste des vaccins demeure un des soucis principaux à Genève. L'appel — que ce soit de Dr Tedros, ou de Ngozi Okonjo-Iweala — selon lequel la crise ne peut être surmontée qu'avec une solidarité solide (par ex : pour le COVAX ou l'accélérateur ACT) mériterait de gagner une meilleure considération dans les discours allemands ou européens. Il sera déterminant pour la crédibilité de la politique extérieure de l'Europe et sa politique de santé que ces attentes de solidarité ne soient pas complètement déçues.

---

<sup>8</sup> La séance de clôture peut être réécoutée [ici](#)





**Konrad-Adenauer-Stiftung e. V**

Dr. Olaf Wientzek

Directeur

Dialogue multilatéral Fondation Konrad Adenauer Genève

[olaf.wientzek@kas.de](mailto:olaf.wientzek@kas.de)



Der Text dieses Werkes ist lizenziert unter den Bedingungen von „Creative Commons Namensnennung-Weitergabe unter gleichen Bedingungen 4.0 international“, CC BY-SA 4.0 (abrufbar unter: <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>)